

Contre le trumpisme et ses avatars, passer à l'offensive

Le combat contre l'extrême droite en voie de trumpisation ne peut pas s'enfermer dans une simple logique défensive. Comme il y a 80 ans, la résistance au nouvel autoritarisme doit réfléchir aux causes du désastre pour proposer les conditions d'une société démocratique renouvelée.

[Romaric Godin](#)

13 février 2025 à 12h14

Le choc est évidemment terrible. Les États-Unis, jusqu'à peu présentés comme l'exemple absolu du lien indéfectible entre démocratie et capitalisme, basculent en ce début d'année 2025 dans un autre monde. Les premiers actes de l'administration Trump trahissent un coup d'État *de facto* visant à rendre caduque la Constitution des États-Unis.

L'irruption d'un régime à caractère néofasciste dans la principale puissance militaire et économique du monde cause une sidération naturelle et entraîne un réflexe bien compréhensible : celui de tenter de sauvegarder « le monde d'avant » qui, naturellement, paraît plus clément que celui promis par Donald Trump et Elon Musk. On s'efforce donc là-bas de sauvegarder les cadres de l'État de droit et ici, en Europe, de sauvegarder ce même État de droit des griffes des thuriféraires et des fondés de pouvoir du nouveau régime états-unien.

Tout cela est évidemment hautement nécessaire et urgent. Mais ce mouvement de résistance ne doit pas se contenter d'une simple posture défensive ou nostalgique. Il ne doit pas viser le retour à une forme de *statu quo ante* idéalisé. Pour vaincre le retour de l'hydre autoritaire de façon efficace et durable, il faut analyser les conditions de sa réémergence et proposer une alternative démocratique crédible, c'est-à-dire capable d'éviter la répétition du pire.



Elon Musk et Donald Trump dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche à Washington, D.C., le 11 février 2025. © Photo Jim Watson / AFP

La référence ici doit ainsi être la Résistance qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, tout en menant la lutte, partout, contre les fascismes allemand, italien et japonais, a mené la réflexion pour construire un monde libéré des conditions d'émergence du fascisme. Et une fois celui-ci vaincu, le combat s'est poursuivi pour construire une société nouvelle.

En France, le Conseil national de la résistance (CNR) a pris acte que la source du péril fasciste était l'abandon des populations face aux crises capitalistes. La lutte antifasciste a donc débouché sur la mise en place d'un État social qui a profondément modifié la société.

On peine aujourd'hui à en prendre conscience, mais la France d'après 1945 est en rupture totale avec celle de l'avant-guerre, qui avait un filet de sécurité sociale parmi les plus réduits d'Occident. Ce changement a été le produit d'une lutte contre les racines de la guerre et du fascisme autant que contre le fascisme lui-même. Et c'est cette démarche qui doit désormais hanter celles et ceux qui entendent s'élever contre la puissance du capitalisme autoritaire contemporain.

Les racines économiques du trumpisme

Pour y parvenir, il faut donc commencer par identifier les racines du coup d'État actuel. Elles se trouvent dans les besoins des [secteurs rentiers](#) de l'économie états-unienne et, au premier chef, de celui de la technologie.

C'est, rappelons-le, le produit d'une histoire plus longue, celle d'un ralentissement de l'économie mondiale après la crise de 2008, qu'aucune mesure n'a été capable de conjurer et qui a donné lieu à des méthodes prédatrices dont la conclusion naturelle est la prise de contrôle de l'État états-unien. Incapable de produire de la valeur par les moyens habituels, le capital s'est réfugié dans les secteurs rentiers, où l'on capte la valeur sans passer par les marchés. Mais ces secteurs, pour poursuivre leur accumulation, ont besoin de contrôler la société dans son ensemble, de la soumettre à la pseudo-réalité de leurs algorithmes.

C'est ici que la violence antidémocratique et impériale trumpiste prend sa source.

Les observateurs *mainstream* qui, jusqu'ici, se complaisaient dans l'apologie d'un capitalisme qu'ils croyaient source de liberté et de démocratie se retrouvent stupéfiés face à l'émergence, pour eux soudaine, d'une « oligarchie », [comme l'écrit Serge July dans Libération](#). Mais il est important de noter combien cette stupeur même est le produit d'une erreur. La position apologétique du capitalisme, validée par le rejet de tout « économicisme », a conduit à un aveuglement sur les forces à l'œuvre depuis un demi-siècle.

Le premier écueil est de croire que le capitalisme néolibéral serait l'antidote à la bascule fascisante d'un Trump.

Ceux qui ont défendu la contre-révolution néolibérale qui, précisément, a cherché à mettre à bas les effets de la lutte antifasciste de l'après-guerre, s'étonnent aujourd'hui de la « contre-révolution » trumpiste, comme le [titrait *Le Monde*](#) du 11 février.

Mais cette rupture est la conséquence logique de la précédente. Puisque le rêve néolibéral d'un marché encadré parfait et efficace a débouché sur le désastre de 2008 et s'est révélé incapable de redresser la productivité et la croissance, les gagnants de ce marché ont pris les choses en main et tentent de construire un monde soumis à leurs intérêts.

Le premier écueil de l'époque est donc de croire que le capitalisme néolibéral serait l'antidote à la bascule fascisante d'un Trump. La tentation peut être réelle d'idéaliser le régime précédent, non seulement parce qu'il était démocratique et moins violent, mais aussi parce qu'on pourrait penser que pour lutter contre les oligarques de la tech, la concurrence et le marché seraient une réponse adaptée. On relancerait donc là le mythe du « capitalisme démocratique », où le fonctionnement d'une économie de marché encadrée serait le socle de la démocratie libérale.

L'ennui, c'est que c'est bel et bien ce « capitalisme démocratique » qui a enfanté de la monstruosité trumpo-muskienne. La sacro-sainte « économie de marché » qui, depuis quarante ans, est parée de toutes les vertus par les intellectuels à la mode est en réalité dans une crise permanente qui ne pouvait déboucher que sur une conclusion autoritaire et monopolistique.

Les marchés « disciplinés »

La concurrence, présentée comme une solution à tous les maux de la société par les néolibéraux, n'est jamais qu'une solution temporaire. Elle débouche inévitablement sur des concentrations, par le jeu même des marchés, et les grands groupes issus de ce phénomène n'ont alors qu'une obsession : préserver leurs positions. Lorsque la croissance est de plus en plus faible, comme aujourd'hui, ils le font par la prise du pouvoir politique et la mise au pas de la société. Lutter contre le trumpisme en réactivant les illusions néolibérales serait dès lors la plus funeste des erreurs.

Ce serait oublier que les populations se sont tournées vers l'extrême droite en grande partie parce que les néolibéraux ont échoué, parce qu'ils n'ont pas tenu leurs promesses d'amélioration des conditions de vie et n'ont pas hésité, lorsque le besoin s'en est fait sentir, à recourir à des méthodes musclées.

La dégradation de la démocratie libérale et sa réduction croissante à une formalité électorale ne sont pas une nouveauté trumpiste.

L'échec néolibéral est le berceau même de la xénophobie et du racisme de l'extrême droite.

Depuis les années 1980, les néolibéraux s'acharnent à réduire le rôle des syndicats, à réduire le rôle du collectif dans le travail, à marchandiser les rapports sociaux, à coloniser les imaginaires à coups d'héroïsation des « entrepreneurs ». Le but de ce mouvement est évidemment de contrôler les votes pour éviter toute remise en cause de l'ordre social.

Et si cela ne suffisait pas, les néolibéraux n'ont pas hésité à verrouiller la démocratie en inscrivant dans le droit constitutionnel ou dans les traités internationaux les fondements de

leur doctrine. En cas de besoin, la « discipline de marché » venait frapper les sociétés, à l'image de ce qui s'est produit en Grèce depuis 2010. Et, pour finir, le régime néolibéral n'hésitait pas à avoir recours à la répression. Des mineurs britanniques aux « gilets jaunes », la matraque a souvent eu le dernier mot face à la contestation.

Cette politique, par ailleurs inefficace, a pavé la voie à l'horreur trumpiste comme précédemment à la dictature de Vladimir Poutine en Russie, et comme elle a affaibli les démocraties européennes face aux extrêmes droites. Elle a préparé les esprits à la violence, au déni de démocratie, aux situations d'exception, en un mot à la soumission de la société aux intérêts du capital. Logiquement, lorsque l'extrême droite propose une politique sur mesure pour les ploutocrates, une grande partie de la population ne s'en émeut guère.

À lire aussi

[Le rêve libertarien du monde fragmenté](#)

21 janvier 2025

Enfin, l'échec néolibéral est le berceau même de la xénophobie et du racisme de l'extrême droite. Pour deux raisons. D'abord, parce que, depuis 2008, en voulant se maintenir au pouvoir, les partis néolibéraux n'ont pas hésité à se saisir du thème de l'immigration et à l'instrumentaliser.

Le cas d'Emmanuel Macron qui, par ailleurs, aime à se présenter comme un « anti-Trump », est éloquent. Depuis 2017, le président français joue avec les thèmes de l'extrême droite, jusqu'à la fameuse loi immigration de fin 2023, avec pour seul résultat de faire de cette même extrême droite [la première force du pays](#).

Ensuite, parce qu'en échouant à faire rebondir productivité et croissance, les néolibéraux ont construit une économie de « jeu à somme nulle » où les enjeux de redistribution sont désormais des enjeux de concurrence au sein même de la société. Pour obtenir plus, les groupes sociaux doivent prétendre « prendre » aux autres. Et comme les néolibéraux refusent toute redistribution du haut vers le bas et ont, pour ce faire, détruit tout sentiment de classe sociale, ce sont logiquement les appartenances ethniques ou raciales qui ont repris le dessus. Et ceux qui proposent une redistribution sur ces bases, ce sont les partis d'extrême droite.

On conçoit alors la folie que représenterait une résistance au trumpisme qui chercherait à préserver les conditions de l'émergence de cet autoritarisme ploutocratique. Sa seule ambition serait de gagner un peu de temps avant que l'inévitable bascule se produise à nouveau. C'est pourtant le cœur de la politique défensive qui est menée dans les pays occidentaux depuis des années : « faire barrage » à l'extrême droite sans chercher à s'attaquer aux sources de son succès, et attendre la prochaine échéance avec angoisse. Chacun semble se retrouver dans la peau de la du Barry réclamant, avant son exécution : « *Encore un instant, monsieur le bourreau.* » C'est de cette funeste logique qu'il faut sortir.

La démocratie comme antidote

Pour sortir de cette ornière, il faut prendre conscience que le cœur du problème est dans l'évolution récente du capitalisme. Progressivement, le capitalisme démocratique s'est vidé de son sens. La démocratie est devenue un obstacle à l'accumulation du capital. Et cela n'est pas

seulement vrai pour les géants de la tech, mais aussi pour le reste du capitalisme, qui entend imposer des politiques qu'il juge nécessaires, quoi qu'il arrive.

Aucun secteur du capital ne viendra au secours de la démocratie. Ceux qui dépendent des aides publiques pour maintenir leur taux de profit entendent imposer une austérité sur les dépenses sociales et les salaires, sans se soucier d'aucune validation populaire. C'est ce que le débat budgétaire français a clairement montré récemment.

Dès lors, la tâche de la résistance est, comme voici quatre-vingts ans, de proposer les conditions nouvelles d'existence de la démocratie. En 1945, il était devenu évident que la démocratie ne pouvait pas subsister sans une forme d'État social agissant comme une protection pour les citoyens et citoyennes. L'enjeu aujourd'hui est de comprendre quelles sont les conditions sociales capables de soutenir une démocratie réelle.

Il est indispensable de redéfinir les besoins des individus au regard non plus des besoins de l'accumulation, mais des besoins sociaux et environnementaux.

Car ce que le trumpisme, comme le melonisme, nous apprend, c'est bien ceci : la forme démocratique réduite au vote n'est pas la démocratie réelle. Celle-ci doit pouvoir s'appuyer sur une société civile forte elle-même fondée sur la diversité, le respect des minorités, des débats de fond, une liberté individuelle consciente de ses limites sociales et environnementales. Autrement dit, les conditions sociales de production du vote sont plus importantes que le vote lui-même.

On peut continuer à croire que démocratie et capitalisme sont indissociables en s'appuyant sur un capitalisme régulé et encadré. Mais dans le capitalisme actuel, de telles réglementations ressemblent à des leurres. La course à l'accumulation risque d'emporter ces barrières avec ce qu'il reste de démocratie.

Réduire la puissance des plus riches est une nécessité, mais est-elle suffisante pour freiner le désastre ? Rien n'est moins sûr, parce que les besoins du capital resteront centraux dans la société. Si le Conseil national de la Résistance (CNR) peut être un modèle de méthode, il faut toujours avoir à l'esprit que les conditions de réalisation de son projet régulateur ne sont pas celles d'aujourd'hui. Le moment historique actuel demande sans doute un pas plus ambitieux.

À lire aussi

[« Le "capitalisme de la finitude" n'a clairement pas besoin de la démocratie »](#)

2 février 2025

Si le capitalisme est la source du trumpisme et de ses avatars d'extrême droite, alors le combat de la résistance doit porter sur une redéfinition de la démocratie libérée de la logique d'accumulation.

Cela signifie que les conditions de création des opinions doivent être libérées des exigences du capital. Pour y parvenir, il est indispensable de redéfinir les besoins des individus au regard non plus des besoins de l'accumulation, mais des besoins sociaux et environnementaux. Et les conditions de cette redéfinition résident dans l'élargissement de la démocratie elle-même, notamment aux sphères de la production et de la consommation. Ce sont les conditions de l'émergence d'une conscience dont l'absence conduit le monde au désastre.

Face à la « liberté d'expression » brandie par l'extrême droite, qui n'est que la liberté de se soumettre aux ordres du capital et de leurs algorithmes, la résistance nouvelle doit proposer une liberté plus authentique, qui se réalise dans une solidarité renouvelée et une conscience des limites planétaires et sociales. C'est à cette condition que la démocratie pourra à nouveau avoir un sens.

Tout cela peut et doit faire l'objet de discussions. Le CNR est aussi le produit d'un débat intense dans la Résistance. Mais ce qu'il faut conserver à l'esprit, c'est que, s'il est normal et légitime, en cette période sombre, de chercher à sauver ce qui peut l'être, ce n'est qu'une partie de la tâche de la résistance nouvelle. Cette tâche défensive ne doit faire oublier l'autre, essentielle, celle de se projeter vers l'avenir. Pour passer, enfin, à l'offensive.

[Romaric Godin](#)